



Déclaration du Movimiento Vientos del Pueblo – Equateur – 18 mars 2020

Le Coronavirus dévoile et aiguise la crise structurelle du capitalisme impérialiste

Le coronavirus s'est propagé dans plusieurs régions du monde, une pandémie qui a créé un certain nombre de problèmes sanitaires et sociaux. L'impérialisme prétend que ce virus est responsable d'une crise qui l'a précédé et qui a éclaté il y a plusieurs mois.

Son intention est de légitimer une série de mesures anti-populaires qui seront développées tant dans les pays industrialisés que dans les pays semi-coloniaux.

À quel moment la pandémie frappe-t-elle ?

À l'heure où l'impérialisme américain est confronté à de sérieuses difficultés d'accumulation, en raison du renforcement et de l'extension de l'axe impérialiste sino-russe, cela a provoqué un conflit commercial depuis plusieurs années, qui sera sans doute résolu dans l'avenir par la violence. Cette situation, associée à une véritable crise de la production industrielle et du marché boursier, a plongé le système dans une impasse.

En Amérique latine, une série de manifestations ont eu lieu depuis le mois d'août de l'année dernière dans plusieurs pays contre les contraintes du Fonds monétaire international. L'Équateur, Haïti, la Colombie et l'Argentine ont été les scènes de deux mobilisations. Le Chili est en rébellion permanente. Depuis octobre, les masses populaires n'ont pas lâché la rue et n'ont pas accepté la ruse bourgeoise de l'Assemblée constituante. Les crises du système capitaliste-impérialiste sont de plus en plus fréquentes, elles se produisent dans des espaces de temps plus courts, et elles ne sont plus seulement la conséquence de la surproduction, mais de la spéculation financière et de la dispute inter-impérialiste pour les ressources des semi-colonies.

Le coronavirus apparaît dans un moment de crise, il ne le génère pas, il ne fait que l'aiguïser. Plus tard, les gouvernements bourgeois du monde entier, ainsi que les organisations financières internationales, chercheront à justifier une série de mesures anti-populaires en rejetant la responsabilité sur le coronavirus. Ne nous y trompons pas, la cause de la crise est le système et ses difficultés d'accumulation, qui s'inscrivent dans le contexte d'un conflit inter-impérialiste de plus en plus aigu.

Dans quel contexte les mesures prises contre la propagation du coronavirus en Équateur ont-elles été prises ?

En octobre de l'année dernière, les masses populaires du pays ont déclenché une grande lutte pour arrêter les mesures promues par Moreno et le FMI. La mobilisation sociale a donné une leçon au gouvernement, et bien que certains secteurs opportunistes aient été laissés pour compte, l'importance des manifestations populaires est restée dans l'imaginaire collectif. Depuis lors, le gouvernement Moreno n'a pas pu appliquer les mesures imposées par le FMI par crainte des manifestations. Cela ne s'est pas produit parce qu'elle est nécessairement intéressée à se perpétuer au pouvoir, parce que ce n'est pas son intention, mais parce que cela affecterait les intérêts de la bourgeoisie compradore traditionnelle, en particulier ses maîtres : les sociaux-chrétiens et l'impérialisme américain ; et cela encouragerait la croissance de la bourgeoisie bureaucratique (également responsable de cette crise), dirigée par Correa, en tant que représentante des intérêts de l'impérialisme chinois dans la région.

Lenin Moreno, dans la chaîne nationale du 10 mars dernier, a annoncé plusieurs mesures économiques qui font partie d'un paquet progressif contre la population, prétendant les justifier par une supposée crise générée par le Coronavirus, alors que nous savons tous que ce pays est dans une situation économique insoutenable depuis le

Coronavirus, qui a été encore aggravée par ce gouvernement. Ils prétendent attribuer la crise à une maladie, alors qu'en fait elle est la responsabilité directe des élites économiques, des dirigeants et de l'impérialisme. Cela montre clairement la feuille de route établie par le gouvernement pour imposer à l'avenir toute une série de mesures.

Le coronavirus et la santé dans le système capitaliste-impérialiste

Cette épidémie apparue en Chine s'est étendue à plusieurs régions du monde. Bien que des rumeurs et des études indiquent qu'il pourrait s'agir d'une attaque des États-Unis visant à faire s'effondrer l'économie chinoise, les preuves sont insuffisantes.

Il est important de comprendre que cette épidémie n'est pas une maladie mortelle pour la majorité de la population, son taux de mortalité est inférieur à celui des autres maladies auxquelles la société a été confrontée auparavant. Même le fait qu'il s'attaque au "surplus" de population par rapport au capitalisme (personnes atteintes de maladies chroniques, à faibles défenses ou âgées) laisse un certain nombre de questions ouvertes.

Le système de santé sous le capitalisme impérialiste n'est pas prêt à faire face à une épidémie de ce genre, même dans les pays impérialistes et pire encore dans les pays semi-coloniaux. Les systèmes de santé privatisés, transformés en grandes entreprises tant dans la prestation de services hospitaliers que dans la production de médicaments et de technologies médicales, avec un accès limité, restreint et inefficace pour la population, n'ont pas pu faire face au milieu de cette crise. Les grandes entreprises hospitalières privées, les compagnies d'assurance, les grands laboratoires et les produits pharmaceutiques devraient également être tenus de collaborer, et devraient intervenir immédiatement pour fournir leurs services gratuitement à l'heure actuelle.

Les prophètes de malheur du capitalisme (et pas seulement du néolibéralisme) s'arrachent aujourd'hui les vêtements et se frappent la poitrine en acceptant que leurs systèmes de santé soient mal préparés. Ceux qui, il y a quelques mois, parlaient de réductions, voire de fonds limités pour la santé publique, passent aujourd'hui leur temps à en parler.

En Équateur, il est important de se souvenir de la lutte des étudiants en santé et des stagiaires en rotation lorsqu'ils ont voulu réduire leur salaire et le budget de la santé qui était promu par le gouvernement Moreno. Ils ont passé leur temps à décorer et à remettre des fonds à la police et à l'armée pour la répression qu'ils ont menée en octobre contre le peuple, tandis que le secteur de la santé ne recevait toujours pas de contributions majeures. Nous ne pouvons pas non plus oublier les dénonciations des graves actes de corruption perpétrés à l'époque de la corruption au sein du ministère de la santé publique, lorsque des millions de dollars ont été achetés en médicaments qui n'étaient pas nécessaires à la population et qui étaient stockés dans des entrepôts, alors que d'autres qui sont essentiels pour de nombreux secteurs étaient rares.

Dans le capitalisme impérialiste, la santé n'est qu'une affaire comme une autre, à laquelle peuvent accéder principalement les secteurs les plus riches, laissant la majorité de la population sans défense en termes de santé. Aujourd'hui, les gouvernements bourgeois du monde entier, y compris le laquais de Moreno, appellent hypocritement la communauté médicale à prendre les devants, à serrer la vis, alors que dans notre pays ils n'ont même pas les soins de base pour exercer leur activité au milieu de cette pandémie.

Qui sont les plus touchés ? Quelle a été l'attitude des grands banquiers et monopolistes ?

Le gouvernement équatorien a annoncé une série de mesures qui, dans le cas de la santé, n'ont pas été prises à temps et ont permis au virus de se propager ; et dans le domaine social, elles ne tiennent pas compte de la réalité des secteurs populaires, les laissant sans défense, sans pouvoir leur garantir les moyens de vie les plus élémentaires.

En Équateur, environ 60 % des personnes n'ont pas d'emploi adéquat ou de relation de travail stable leur assurant un salaire mensuel. Beaucoup d'entre eux travaillent dans des conditions informelles, gagnant leur vie au quotidien. Si ces personnes cessent leurs activités, elles meurent de faim, car elles n'ont pas la possibilité de faire du télétravail ou de faire appel à une agence privée ou publique pour assurer leur salaire. L'État n'a même pas

pris en compte ce secteur et se contente de demander qu'il soit confiné à leur domicile, ils n'ont aucun plan ou mesure pour les soutenir.

Rien qu'à Quito, il y a plus de 30 000 vendeurs informels. 30 000 familles qui dépendent des ventes quotidiennes pour pouvoir manger tous les jours et qui, dans ces conditions, ne peuvent pas travailler. 30 000 personnes qui ont dû travailler dans les rues en raison du manque d'emplois dans notre pays, produit d'une économie arriérée, qui a été en grande partie administrée de la même manière par tous les gouvernements au pouvoir. En ce moment, c'est probablement le secteur qui a été le plus durement touché, et pas seulement à cause de la vulnérabilité des questions de santé, mais aussi à cause de la survie même de ne pas pouvoir mettre une assiette de nourriture sur la table.

Les micro, petites et moyennes entreprises représentent 99 % des entreprises équatoriennes (magazine EKOS, août 2019), les microentreprises représentant 90 % du total. Elles sont confrontées à une situation très compliquée, qui peut même les placer au bord de la faillite, tandis que les grands magnats des supermarchés comme Grupo Supermaxi, Mi Comisariato, ou Santa María, multiplient leurs profits par centaines de milliers. Le gouvernement n'a mis en œuvre aucun plan pour améliorer leur économie.

Les canaux de communication du gouvernement de Moreno concernant les mesures de prévention et l'action de la population contre le coronavirus sont totalement insuffisants.

Cela a été facilement prouvé. Ce problème est encore plus aigu dans le cas des zones rurales, où la couverture du téléphone, de l'internet et même de l'accès à la télévision est extrêmement limitée. Dans les principaux centres de population et les centres paroissiaux, elle est rare, et presque nulle dans les communautés de la montagne et de la forêt. L'impact de ce virus sur les communautés paysannes et indigènes peut être dévastateur.

Et que dire des milliers de sans-abri, qui n'ont aucun endroit où s'isoler et dont les conditions de vie seront sérieusement menacées, puisque beaucoup vivent de la solidarité de leurs voisins, ou des petits restaurants qui les soutiennent en leur offrant un peu de nourriture chaque jour.

Même dans cette crise sanitaire et sociale, les entrepreneurs capitalistes continuent à privilégier leurs profits, au détriment de la classe ouvrière. Dans certains secteurs, le télétravail a été introduit, qui n'est plus exempt de réductions de salaire ou de personnel.

Une série de licenciements, la suspension de la relation de travail (qui implique de ne pas avoir de salaire tant que cela dure), et des conditions qui rendent les relations de travail plus flexibles et plus précaires sont justifiées. Les bourgeois forcent leurs ouvriers à accepter cette quarantaine dans le cadre de leurs vacances, comme si ces moments étaient une question de dispersion ou de récréation.

Pendant que les grands monopoles sont chez eux à regarder leurs comptes grossir, des milliers de travailleurs se retrouvent à risquer leur santé pour ne pas perdre leur emploi, sans aucun salaire supplémentaire, et même à contourner une série de difficultés telles que la pénurie de transports. Des entreprises comme Grupo Supermaxi, Mi Comisariato, Supermercados Santa María, Hipermarket, Uber, Glovo, Rappi, les grandes chaînes alimentaires comme KFC, Pizza Hut, Mc Donalds, etc. continuent d'exploiter des milliers de travailleurs à l'heure actuelle, s'enrichissant, tandis que des centaines de petites entreprises font faillite et que des milliers de vendeurs de rue meurent de faim.

Les banquiers ne sont pas loin derrière, la déclaration du gouvernement selon laquelle les banques contribueraient à cette crise n'a été qu'une annonce démagogique. L'AsoBanca a déclaré que certains crédits seront refinancés et que les délais de paiement seront prolongés de soixante jours. Toutefois, ce secteur, qui a réalisé des centaines de millions de dollars de bénéfices au cours de l'année dernière, n'a pas versé un seul centime directement aux personnes les plus touchées. Il est à noter que la Banco del Pichincha, la plus usuraire et la plus rentable, s'est opposée à l'extension des délais de paiement. Fidel Egas a déclaré qu'ils feront des analyses individuelles et que seuls ceux qui ont un bon historique de paiement seront pris en compte.

Les hauts fonctionnaires, la haute bureaucratie de l'État, n'ont pas non plus leur mot à dire dans cette crise. Ils demandent seulement au peuple de se serrer la ceinture, alors qu'ils continuent à gagner des milliers de dollars, en accédant à des prestations et à des pensions négociées, à vie, à la stabilité. Ils dépouillent leur hypocrisie dans chaque déclaration. Réduisez donc le budget de l'armée et de la police, diminuez leurs salaires et arrêtez de

dépenser dans la publicité. Ils ne le feront jamais, car ils ne sont qu'une partie d'un appareil qui sert les intérêts de la classe dirigeante.

Les économistes bourgeois resserrent les rangs pour justifier un complot contre le peuple.

Dans un document signé par Alberto Dahik, Mauricio Pozo, Augusto La Torre, Abelardo Pachano, Vicente Albornoz, entre autres, ils proposent la réduction des dépenses courantes sur la masse salariale de 2 milliards de dollars, ce qui signifie des licenciements et des réductions de salaires dans le secteur public ; l'élimination des subventions pour l'essence et le diesel, un souhait du FMI et du gouvernement actuel : des "accords entre travailleurs et employeurs" qui ne sont rien d'autre que la flexibilisation des conditions de travail en temps et en intensité selon les besoins des capitalistes ; des réformes fiscales qui profitent aux grands monopoles ; l'élimination de la taxe sur les sorties de devises étrangères ; et la réduction des droits de douane pour les importateurs. Une série de mesures sont déjà en train de se tisser pour trouver une légitimité au milieu de ce bouleversement social. Ces mesures commencent déjà à être rendues publiques par les médias et les porte-parole du gouvernement. Rappelons que nombre de ces personnes ont été des fonctionnaires, de vice-présidents à ministres, et ont déjà fait beaucoup de mal à l'économie du pays dans le passé.

La réponse du peuple

Dans diverses régions du monde, malgré les mesures imposées à ce moment précis, des pans entiers de la population continuent de lutter, trouvant des moyens de résister à ces mesures et à la situation précaire des masses populaires. En France, des milliers de gilets jaunes échappent aux restrictions dues au coronavirus et sont descendus dans la rue en signe de protestation. Au Chili, malgré les conditions d'enfermement forcé, des casseroles ont été organisées à partir des foyers, et des comités de lutte et de solidarité entre les gens eux-mêmes ont été formés. En Équateur, le Bloque Proletario promeut des activités de collecte de nourriture pour les vendeurs de rue qui marquent une véritable solidarité de classe.

Bien qu'il soit important d'envisager plusieurs mesures qui contribueront à arrêter cette pandémie, nous devons être clairs sur le fait que les activités des organisations révolutionnaires et du peuple ne doivent pas être arrêtées. Nous devons nous adapter aux circonstances actuelles, tant dans nos processus de formation que de génération de matériel, par des formes de solidarité et de soutien entre les peuples, aux questions qui permettent de persister dans la lutte.

La faim n'attend pas, et la situation des masses populaires devient de plus en plus grave.

Les effets de cette crise sanitaire, qui est le résultat d'une crise économique et structurelle du système, se feront sentir encore plus fortement lorsque tout reviendra à la normale.

Les masses populaires doivent être prêtes à défendre leurs droits et ne pas laisser les justifications bourgeoises, prenant le coronavirus comme excuse, décharger une fois de plus le poids de la crise sur le dos des travailleurs et des secteurs les plus vulnérables de la population.

C'est le système capitaliste-impérialiste qui est la cause de la crise, pas le coronavirus !

La santé reste un privilège pour peu de gens !

Nous ne les laisserons pas mettre le poids de la crise sur le dos des masses populaires et de la classe prolétarienne !

On a raison de se révolter !